

Tensions interreligieuses en Asie du Sud et du Sud-Est

Des tensions croissantes entre la majorité bouddhiste et les minorités musulmanes menacent la paix et la sécurité au Myanmar, au Sri Lanka et en Thaïlande. La seule mise en place d'un Etat de droit n'offre pas une solution suffisante. Il faut comprendre les discours nationalistes bouddhistes en profondeur pour améliorer la coexistence interreligieuse dans la région.

Par Sabina Stein

En 2007, des milliers de moines bouddhistes au Myanmar ont protesté pacifiquement contre le régime militaire. De nombreux moines ont été tués par les balles de l'armée toute-puissante pendant la «révolution safran» – en référence aux couleurs des robes des moines. Les images que l'on peut voir aujourd'hui du Myanmar montrent une réalité radicalement différente. Des moines mènent dans tout le pays des manifestations pro-bouddhistes dirigées, d'après des rapports, contre les minorités musulmanes du pays.

Au Sri Lanka, des campagnes similaires ont été organisées par des groupes dirigés par des moines, dont l'organisation bouddhiste Bodu Bala Sena (BBS = Armée du pouvoir bouddhiste). Des rassemblements de protestation ont eu lieu contre la construction de mosquées et d'églises et contre la certification d'aliments halals.

Des moines ont également été impliqués dans le conflit avec des rebelles malais musulmans qui couve depuis un siècle dans le sud de la Thaïlande. L'armée s'est établie dans des temples et des rumeurs circulent sur des «moines militaires».

Ces développements semblent être en contradiction avec la loi suprême du bouddhisme qui interdit de tuer tout être



Une mosquée se trouve dans les ruines de la ville birmane central de Meikhtila où des affrontements entre bouddhistes et musulmans ont laissé 40 morts dans Mars 2013. *Soe Zeya Tun / Reuters*

vivant. Les événements indiquent en outre un écart croissant entre les communautés bouddhistes et musulmanes dans les pays theravada les plus peuplés du monde (cf. encadré sous page 2). Pour saisir l'étendue de ces développements, il faut jeter un regard rétrospectif sur l'importance historique du bouddhisme, notamment pour la légitimation de l'ordre politique. Il faut aussi mieux comprendre les discours nationalistes qui réclament que l'Etat appar-

tienne à l'ethnie majoritaire et présupposent que celle-ci appartient naturellement à la croyance bouddhiste. Seulement en comprenant ces discours, pourra-t-on trouver des solutions constructives pour résoudre les tensions interreligieuses croissantes en Asie du Sud et du Sud-Est.

Défense de la religion et de la nation
Avant l'ancrage du pouvoir colonial européen en Asie du Sud et du Sud-Est dans le

Bouddhisme theravada

Le bouddhisme comprend différentes écoles se réclamant toutes des doctrines du Bouddha Gautama. Le bouddhisme theravada est la plus ancienne des deux plus grandes traditions. Le terme «theravada» signifie en sanskrit «**doctrine des anciens**». Ces origines sont étroitement liées à l'histoire du Sri Lanka. Les 150 millions d'adeptes de cette croyance vivent principalement au Sri Lanka, au Myanmar, au Cambodge, au Laos et en Thaïlande. Le **bouddhisme mahayana**, la seconde doctrine la plus répandue des deux courants principaux, est quant à lui surtout pratiqué en Asie de l'Est, par exemple en Chine, au Japon, en Corée et au Tibet.

XIXe siècle, le bouddhisme theravada faisait office de principe d'ordre dans les Etats pré-modernes dans certaines parties de la Thaïlande, du Myanmar et de Sri Lanka. La légitimité de ces Etats monarchiques reposait sur le code éthique du *Dharma*, la doctrine du Bouddha, et le soutien de la communauté monastique bouddhiste. Les monarques avaient donc fortement intérêt à soutenir les moines matériellement et politiquement et à se présenter comme étant les défenseurs et les promoteurs du bouddhisme. Une relation de dépendance mutuelle où les menaces pour le bouddhisme représentaient une menace pour l'Etat et inversement a vu le jour.

Le colonialisme européen a mis fin à la domination centenaire des rois bouddhistes au Sri Lanka et au Myanmar et a donc affaibli l'influence politique des communautés monastiques singhalaise et birmane. L'Etat a alors cessé d'être le gardien traditionnel du bouddhisme. A partir de ce moment-là, certaines parties de la communauté monastique ont pris en charge ce devoir et ont défendu le bouddhisme contre la domination étrangère, ce qui a eu pour corollaire un engagement politique monastique plus prononcé au Myanmar et au Sri Lanka. Au tournant du XXe siècle, ces moines ont été à la tête de la résistance contre la domination coloniale. L'idéologie du nationalisme introduite par la culture occidentale a intensifié ce processus de changement. En raison des contextes historiques, le bouddhisme est devenu un élément central de l'identification nationaliste: le rôle du bouddhisme en tant que légitimateur d'autorité étatique ainsi que la fonction intégrative du bouddhisme dans

les sociétés birmane et singhalaise précoloniales ont été déterminants pour cela. Contrairement au Myanmar et au Sri Lanka, la Thaïlande n'a jamais été colonisée. Pour cette raison, la communauté monastique n'a pas vu la nécessité de remplacer l'Etat comme gardien du bouddhisme. Pour garantir la souveraineté du royaume dans un système d'Etats-nations en expansion, les élites au pouvoir ont trouvé nécessaire de créer une nation «thaïlandaise» moderne, elle aussi principalement construite sur une identité bouddhiste.

La naissance du nationalisme bouddhiste moderne a ajouté à la relation traditionnelle de l'Etat et du bouddhisme une troisième dimension puissante: la nation. Les menaces pour l'Etat, la religion et la nation étaient désormais étroitement liées. C'est pourquoi certaines parties de la communauté monastique ont défendu, à la fin du colonialisme, le bouddhisme contre de nouvelles menaces comme le communisme ou des éléments non bouddhistes parmi la population. Ces développements sont en

Les moines politiquement actifs refusaient d'accorder des protections religieuses aux minorités non bouddhistes.

particulier apparut au Sri Lanka et au Myanmar, où la monarchie traditionnelle n'a pas été rétablie. Dans ces pays, le rôle des moines comme défenseurs de la nation et de la religion s'est autonomisé. Ils ont exercé une pression sur les nouveaux Etats indépendants et les ont exhortés à protéger le bouddhisme et à l'adopter comme religion d'Etat. Ces moines politiquement actifs refusaient en contrepartie d'accorder des protections religieuses aux minorités non bouddhistes. Ces courants politiques ont eu pour corollaire des politiques éatiques critiquées comme étant restrictives et discriminatoires à l'égard des minorités religieuses. L'identification de l'Etat avec le bouddhisme a en outre intensifié la domination politique, économique, militaire et culturelle des majorités ethniques birmane et singhalaise au Myanmar et au Sri Lanka. Il en va de même pour la Thaïlande, bien que les moines n'y aient pas joué un rôle aussi marquant. Le bouddhisme y a cependant fondamentalement contribué à promouvoir la souveraineté de l'Etat.

Dans les trois Etats, le lien étroit entre le bouddhisme et l'Etat-nation favorisé par les majorités bouddhistes passe pour un des

déclencheurs principaux de nombreux conflits séparatistes: dans le sud de la Thaïlande, dans le nord et le nord-est du Sri Lanka et dans de nombreuses régions limitrophes du Myanmar. Les émeutes sont aussi devenues monnaie courante au Sri Lanka et au Myanmar, les Tamouls hindous étant surtout impliqués au Sri Lanka et les musulmans indiens au Myanmar.

Tensions actuelles

Les relations entre bouddhistes et adeptes de minorités religieuses sont en principe positives en Thaïlande. Les trois provinces les plus méridionales du pays souffrent cependant depuis plus d'un siècle de conflits entre l'Etat central et la minorité malaise musulmane qui constitue cependant sur place une majorité locale. Après l'intégration officielle des territoires du sultanat de Pattani à la Thaïlande en 1909, Bangkok a essayé d'étayer sa souveraineté par une forte présence de bouddhistes thaïlandais et une identité bouddhiste distincte dans la région. Les musulmans malais y ont réagi à ce jour par une résistance tant pacifique que violente.

Un nouveau cycle de violence a éclaté en 2004 quand des rebelles malais ont commencé à attaquer de plus en plus de civils thaïlandais bouddhistes. Les cibles étaient surtout des enseignants et des moines, des groupes sociaux fortement identifiés avec l'Etat thaïlandais. Le meurtre de moines a renforcé l'impression d'un conflit religieux. Ces attaques ont aussi poussé quelques moines thaïlandais du sud du pays à agir encore plus énergiquement au nom du bouddhisme et de la nation thaïlandaise. On reproche aujourd'hui à certaines parties de la communauté monastique d'attiser un discours antimusulman et de répandre parmi les bouddhistes des rumeurs de purges religieuses prévues par des acteurs musulmans. La présence militaire autour des temples bouddhistes et l'escorte des moines ont quant à elles renforcé parmi les musulmans malais l'impression que l'Etat ne se soucie que de la protection des bouddhistes.

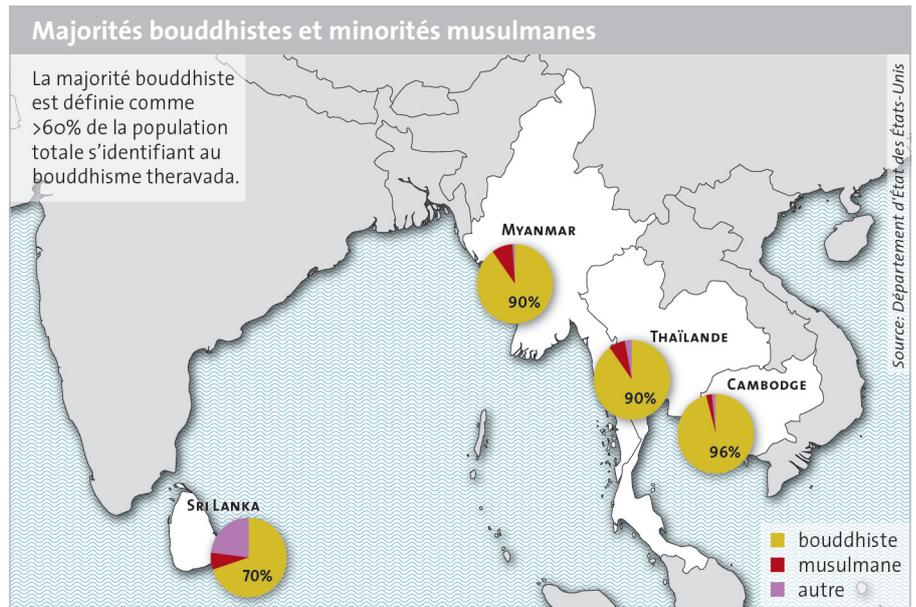
Au Sri Lanka, pendant la guerre civile qui a duré des décennies, beaucoup de moines se sont opposés à des initiatives cherchant à accorder un degré d'autonomie territoriale et culturelle à la minorité de Tamouls hindous. Leur résistance s'est intensifiée dans les années 1980 et 1990 après des attaques par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) contre des lieux saints bouddhistes. Récemment, il y a eu des affrontements entre les adeptes politiques du bouddhisme et les minorités musulmanes

et chrétiennes du pays. Les attaques se dirigent surtout contre la minorité musulmane qui représente environ 7 % de la population. Cela peut surprendre étant donné le fait que les musulmans du Sri Lanka passent en principe pour une petite minorité bien intégrée et géographiquement dispersée. Des organisations comme la BBS et le Jathika Hela Urumaya (JHU) prétendent que les musulmans sont une menace pour le bouddhisme au Sri Lanka. La BBS, dirigée par des moines, a organisé des rassemblements de protestation appelant au boycott contre les entreprises musulmanes. Le groupe a pu imposer avec succès une interdiction de la certification halal en mars 2013. Les attaques contre des mosquées et des entreprises dirigées par des musulmans ont aussi connu une recrudescence depuis 2012. On affirme que la BBS est soutenue par des milieux haut placés du gouvernement.

L'étendue de la violence antimusulmane au Sri Lanka n'a cependant rien de comparable avec les attaques au Myanmar. Des affrontements violents entre Rakhines bouddhistes et Rohingyas musulmans ont éclaté en 2012 dans l'Etat de Rakhine. Les Rohingyas sont une minorité apatride et considérés comme des immigrants illégaux par le gouvernement central et la majorité Rakhine locale. Les attaques, où ont péri environ 200 personnes et où 140 000 personnes ont été déplacées, n'ont pas été considérées comme étant interreligieuse, mais plutôt comme étant interethnique. Depuis ces événements, la violence entre bouddhistes et communautés musulmanes s'est propagé à travers tout le pays. Selon des rapports, le mouvement «969», dirigé par le moine birman Ashin Wirathu, répand des rumeurs sur de prétendus plans des musulmans de dominer le pays et appelle avec succès au boycott des entreprises musulmanes. Le gouvernement n'a pas pris clairement position et s'est attiré des critiques internationales pour sa réaction mesurée aux attaques. Vu les élections parlementaires annoncées pour 2015, il se peut que des élites politiques considèrent leur marge de manœuvre comme étant limitée.

Le sac de Nalanda

Les tensions interreligieuses dans les trois pays reposent sur la perception des communautés musulmanes comme une menace. Ces dynamiques entraînent des débats régionaux où l'islam est représenté comme une force expansionniste sur le territoire bouddhiste. Des griefs historiques



qui remontent au XIIe siècle, quand l'islam gagnait du terrain en Asie du Sud et du Sud-Est, transparaissent dans ces discours. La destruction de l'antique centre universitaire bouddhiste Nalanda (aujourd'hui en Inde) en 1193 par des armées turques est encore vivante dans la mémoire collective de ces bouddhistes qui voient dans les Musulmans de nos jours de menaces comparables. Le prétendu refoulement du bouddhisme face à la conquête religieuse – et en particulier islamique – a donné dans certaines parties de la communauté bouddhiste en Asie du Sud et du Sud-Est l'impression qu'ils étaient devenus une minorité dans la grande région. Ceci aide à expliquer pourquoi nombreux bouddhistes

Nombreux bouddhistes voient leur religion et leur Etat menacés bien qu'ils fassent partie d'une claire majorité.

voient leur religion et leur Etat menacés bien qu'ils fassent partie d'une claire majorité. C'est au Sri Lanka, l'île souvent qualifiée par les nationalistes singhalais de dernier bastion bouddhiste ou de «larne» sur le sous-continent indien, que ce sentiment est le plus manifeste.

Des rumeurs quant à des complots islamiques en vue de s'emparer du pays – en épousant des femmes bouddhistes ou par une rapide croissance de la population, par exemple – brassent des peurs profondé-

ment enracinées. On peut mieux comprendre sur cette toile de fond les propositions émises récemment par des moines birmans d'introduire des restrictions pour des mariages interconfessionnels et de limiter la taille des familles Rohingya dans l'Etat Rakhine. Les débats antimusulmans trouvent un sol particulièrement fertile dans les communautés où les musulmans connaissent un succès économique prétendu ou réel. Dans la ville birmane de Meiktila par exemple, où il y a eu de violentes attaques en mars 2013, trois quarts des bijoux appartiennent, selon des rapports, à des musulmans. Les bouddhistes représentent toutefois dans le sud de la Thaïlande une minorité démographique claire qui a ressenti l'essentiel de la violence rebelle.

Les spirales de la violence dans les trois pays s'influencent et se renforcent mutuellement. Des tracts de la BBS au Sri Lanka dénoncent par exemple la violence musulmane contre les bouddhistes et des lieux saints bouddhistes au Myanmar, en Thaïlande et au Bangladesh. En 2013, le gouvernement du Sri Lanka a censuré le numéro de juillet de Time Magazine en raison de l'article de couverture sur le Myanmar intitulé «The Face of Buddhist Terror». Le monachisme du Sri Lanka, qui passe pour le plus pur au sein du bouddhisme theravada, revêt une importance particulière pour la légitimation et la promotion de ces débats.

Les discussions internationales sur la «guerre contre la terreur» où les musulmans

Soutien suisse en faveur de la coexistence religieuse dans la région

Entre 2006 et 2011, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a conduit dans le cadre du secteur d'activités «Religions-politique-conflits» un projet appelé «**Sri Lanka Dialogue Project**». Des dirigeants de la communauté monastique sri-lankaise ont pris part à l'entretien sur leurs espoirs et leurs craintes quant à l'avenir de leur pays. L'objectif poursuivi était de réunir des chefs bouddhistes avec des membres de la communauté musulmane et tamoule et de discuter des solutions potentielles du conflit. Le projet a été arrêté en 2011. La Suisse s'efforce cependant toujours, dans le cadre de la **promotion de la paix**, de trouver des réponses à la question du rôle de la religion au Sri Lanka, en Thaïlande et au Myanmar.

sont représentés comme des extrémistes menaçants, ont intensifié en outre les peurs d'une agression de l'islam. Des commentateurs ont attiré l'attention sur des tentatives du gouvernement thaïlandais d'associer les musulmans malais avec des organisations *djihadistes* internationales et régionales. Ces associations ont influencé les perceptions du conflit parmi beaucoup de bouddhistes thaïlandais.

Menace de la stabilité régionale

La dynamique au Myanmar, au Sri Lanka et en Thaïlande montre que les fronts entre bouddhistes et musulmans continuent à se durcir dans la région. Des Etats voisins à majorité musulmane ont sévèrement critiqué Naypyidaw et Colombo pour les agressions violentes contre des musulmans. Des travailleurs émigrés bouddhistes du Myanmar ont été attaqués en Malaisie, de même que des Rakhines bouddhistes au Bangladesh. Des attentats en Indonésie et en Inde ont été attribués à des groupes violents musulmans et interprétés comme des mesures de rétorsion pour des attentats contre des musulmans dans des pays à prédominance bouddhiste. Ces événements indiquent un durcissement des fronts entre bouddhistes et musulmans et la montée de la violence dans toute la région. Le pronostic ne doit cependant pas être trop pessimiste. Il est par exemple re-

marquable que les rebelles malais dans le sud de la Thaïlande se soient toujours distancés des organisations *djihadistes*.

Réponses aux tensions

On ne peut pas ignorer les tensions interreligieuses dans la région. Les observateurs locaux et internationaux ont plaidé en faveur du renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité – mais ces mesures ne suffiront pas. Au niveau local et national, de nombreux efforts ont déjà été entrepris pour améliorer la situation, parmi lesquels des tentatives de chefs religieux bouddhistes et musulmans engagés. Font partie de ces mesures, soutenues en partie par des

Un groupe petit de moines nationalistes dominera à l'avenir la discussion sur les relations entre majorités et minorités.

ONG internationales œuvrant dans le domaine de la politique de paix, des dialogues interreligieux et des activités interconfessionnelles, mais aussi la formation continue et le perfectionnement des dirigeants religieux – dont des moines – dans les questions de prévention et de gestion des conflits. La portée de ces initiatives est cependant limitée car beaucoup de moines refusent en principe un engagement politique. Les moines apolitiques – et donc la

majorité de la communauté monastique en Asie du Sud et du Sud-Est – considèrent un engagement politique comme une méconduite religieuse, en particulier si la violence joue un rôle. Il en résulte qu'un groupe petit mais clairement audible de moines nationalistes dominera aussi à l'avenir la discussion nationale et locale sur les relations entre majorités et minorités.

Au niveau international, le «Réseau international des bouddhistes engagés» a tenu en 2013 à Kuala Lumpur une grande conférence interreligieuse sur la violence dans la région. Des bouddhistes de renom international comme le dalaï-lama ont également condamné publiquement les attaques. L'Organisation de la coopération islamique (OCI) a appelé les gouvernements concernés à mettre fin à la violence contre les musulmans. Des organisations internationales de défense des droits de l'homme ont également exprimé leur inquiétude, même si ces propos ont souvent été compris comme une condamnation publique. L'indignation générale relativement à l'article paru dans Time Magazine a en outre montré ceci: ce type de condamnation de tiers conforte beaucoup de bouddhistes d'Asie du Sud et du Sud-Est dans leur perception qu'ils sont calomniés et mal compris par le monde extérieur. Il semble plus prometteur d'entamer le dialogue avec les représentants du nationalisme bouddhiste pour comprendre leurs préoccupations et prendre leurs craintes au sérieux. Seul un échange commun pourra permettre de trouver des solutions durables pour mettre fin à la violence interreligieuse en Asie du Sud et du Sud-Est.

Sabina Stein est Researcher au sein du Mediation Support Team du Center for Security Studies (CSS) et travaille comme Program Officer dans le projet CSS «Culture and Religion in Mediation» (CARIM).

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétences en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Christian Nünlist et Matthias Bieri
Traduction: Consultra; Relecture: Lisa Watanabe
Layout et graphiques: Miriam Dahinden
ISSN: 2296-0228

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Téléchargement et abonnement: www.css.ethz.ch/publications/cssanalysen

Parus précédemment:

L'accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine No 147
Contrôle des armements conventionnels en Europe No 146
La prolifération des armes classiques avancées No 145
L'initiative Kerry – espoir d'un accord au Proche-Orient? No 144
Avant le sommet de l'UE en matière de défense No 143
La résilience dans la politique de sécurité: présent et avenir No 142